

556244-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi ta' sistema ta' konsulenza – Marché cadre PRECY - Prestations Cybersécurité
OJ S 153/2026 11/08/2026
Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Email: juan-carlos.montenegro@rte-france.com

Tip legali tax-xerrej: Impriża pubblika

Attività tal-entità kontraenti: Attivitàjiet relatati mal-elettriku

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Marché cadre PRECY - Prestations Cybersécurité

Deskrizzjoni: Description détaillée des différents lots : Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations en cybersécurité au bénéfice des équipes en charge de la sécurité des systèmes d'information de RTE, au sein de la Direction des Systèmes d'Information et des Télécommunications (DSIT). Dans le cadre de sa politique de sécurité des systèmes d'information, RTE met en œuvre une défense en profondeur, adaptée aux enjeux métiers des différents SI, pour que le SI ne soit pas vecteur de failles de sécurité qui, si elles étaient exploitées, pourraient conduire à des risques sur le système électrique de RTE (divulgaration d'informations sensibles, compromission des organes de conduite du réseau, ...). Dans ce contexte, une attention particulière est portée au choix des partenaires intervenant dans la sécurité des SI de RTE, afin de s'assurer de leur expertise, fiabilité et engagement dans la protection du système d'information. Le marché est prévu pour une durée de huit (8) ans, comprenant trois (3) années fermes et cinq (5) périodes optionnelles de douze (12) mois chacune. Il sera alloté en quatre (4) lots, dont : - Lot A – Expertises et MCO Ce lot porte sur l'exécution des activités récurrentes et d'expertise indispensable à la sécurité du SI. Exemples d'activités : traitements de tickets, appui technique, interventions en régie, prise en charge des opérations. Ce lot inclut également la mobilisation d'expertises techniques pointues ou rares, pour des prestations telles que de la conception, de l'intégration ou du support de Niveau 3 sur des solutions de sécurité spécifiques, du pentest, de la rétro-ingénierie, la réalisation d'analyses CERT, ou encore la mise en œuvre d'expertises PDIS. La flexibilité du marché permettra ainsi de répondre à des besoins très ciblés exprimés ponctuellement par les équipes d'exploitation ou d'ingénierie. - Lot B – Projets d'ingénierie et études Ce lot cible la réalisation de prestations dans le cadre de projets et études menés par la DSIT de RTE ou en accompagnement des équipes externes. Exemples d'activités : conduite de projets liés à la cybersécurité, production de livrables attendus par les projets clients, études techniques, interventions sous forme de forfaits comportant des jalons et des livrables précis. - Lot C – Gouvernance Ce lot concerne l'élaboration, la mise à jour et la formalisation des politiques de sécurité, en lien étroit avec l'équipe du RSSI. Exemples d'activités : rédaction de référentiels, politiques et procédures sécurité, accompagnement à la conformité réglementaire, suivi de la mise en œuvre des politiques. - Lot D – Plateformes d'intermédiation Ce lot vise à répondre aux besoins spécifiques d'expertise en cybersécurité via le recours à des profils indépendants

sur des missions ponctuelles ou très spécialisées. Le périmètre de ce lot, strictement limité aux activités de cybersécurité, est volontairement large afin de permettre l'accès à des compétences rares ou pointues, souvent non définies de façon stricte à l'avance. Les principaux Enjeux du marché à respecter sont : - Sécurisation et résilience du système électrique; - Conformité réglementaire; - Flexibilité et agilité dans la couverture des besoins; - Engagement en matière de responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

Identifikatur tal-proċedura: a7987e26-5c81-41ff-aea5-b144a36e8bd5

Identifikatur intern: 24969

Tip ta' proċedura: Innegożjta bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejha għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negożjar

Il-proċedura hija aċċellerata: le

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 72246000 Servizi ta' sistema ta' konsulenza

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Indirizz postali: 7 place du Dôme

Belt: Paris La Defense CEDEX

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

2.1.3. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 40 840 000,00 EUR

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: Plusieurs attributaires pour chacun de lots Seule la sous-traitance de niveau 1 est autorisée. La sous-traitance de niveau 2 est interdite. Tous types de GME sont autorisés (solidaire ou conjoint). Un fournisseur ne peut remettre qu'une offre, individuellement ou dans le cadre d'un seul groupement. Les variantes ne sont pas autorisées.

Bażi legali:

Direttiva 2014/25/UE

2.1.5. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Numru massimu ta' lottijiet li għalihom offerent wieħed jista' jissottometti offerti: 4

L-offerent irid iressaq offerti għal-lottijiet kollha

Termini tal-kuntratt:

Numru massimu ta' lottijiet li għalihom jistgħu jingħataw kuntratti lil offerent wieħed: 4

2.1.6. Raġunijiet għall-eskluzjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Ksur tal-obbligi stabbiliti skont raġunijiet ta' esklużjoni purament nazzjonali: « Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations

chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0006

Titlu: Lot A – Expertises et MCO

Deskripcioni: Le Titulaire répond aux besoins suivants : Pour le Lot A – Expertises et MCO :

Travaux attendus et types de missions: Le Lot A couvre les prestations d'expertise, d'appui opérationnel (MCO) en cybersécurité, et les activités récurrentes de la DSIT de RTE. Les travaux attendus auprès des Titulaires comprennent notamment, sans s'y limiter : - Expertise technique et veille : Expertise technique sur les différents composants de sécurité du SI de RTE (solutions de filtrage, PKI, supervision sécurité, SIEM, ...), Réalisation de schémas techniques et de dossiers techniques simplifiés pour décrire ou faire évoluer les architectures existantes, Veille technologique et analyse des évolutions dans les domaines de la cybersécurité (solutions, menaces, bonnes pratiques). - Appui RUN et support opérationnel : Traitement des tickets ITSM liés aux demandes d'ingénierie de la sécurité du SI de RTE (exemples : ouverture de flux, raccordement à l'Active Directory, raccordement RPWAF, raccordement aux infrastructures du Front-Office, ...), Contribution au traitement des demandes de changement impactant la sécurité du SI, Participation au maintien en conditions de sécurité des solutions de sécurité (inventaire, paramétrage, ajustement de règles, contrôles réguliers, ...), Support N3 aux projets et à l'exploitant sur des problématiques de sécurité diverses, Contribution à la gestion opérationnelle des vulnérabilités (analyse, qualification, recommandations, suivi de mise en œuvre). - Contrôles et conformité opérationnelle : Audit de sécurité d'architectures ou de configurations existantes, Analyse, traitement et suivi des demandes de dérogations aux exigences de sécurité, en lien avec les personnes chargées de la gouvernance, Maintien et application d'un référentiel de règles opérationnelles de cybersécurité, Accompagnement opérationnel des projets SI dans la prise en compte des exigences de sécurité. - Centre de service cybersécurité : Mise en place et fonctionnement d'un centre de service cybersécurité dédié au traitement des demandes récurrentes et des tickets liés à la sécurité (analyse, réponse, suivi, reporting), selon des modalités définies avec RTE dans les CCTP de chaque mission. Types de profils et compétences requises: Les profils attendus dans le cadre du Lot A sont notamment les suivants (ces profils peuvent évoluer lors de la consultation) : - Architecte cybersécurité : junior, confirmé, sénior - Consultant cybersécurité : junior, confirmé, sénior - Ingénieur cybersécurité : junior, confirmé, sénior - Expert cybersécurité (sur une technologie, ou domaine particulier) : sénior, expert.

Identifikatur intern: 24969-1 LOT A

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 72246000 Servizzi ta' sistema ta' konsulenza

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Indirizz postali: 7C, place du Dôme

Belt: Paris La Défense CEDEX

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Data tal-bidu: 01/04/2027

Tul ta' żmien: 8 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 5

5.1.5. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 14 000 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt: Ma hemmx għalfejn tingħata

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des

sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères administratifs : - Le candidat doit fournir l'ensemble des documents administratifs définis dans l'avis de marché. - Les documents et attestations fournis doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. - Fourniture du DC1 et DC2 en cas de groupement ; - Fournir le KBIS ; - Fournir le RIB. Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Capacité à communiquer en français, à l'oral comme à l'écrit, pour l'ensemble des prestations et livrables exigés ; - Capacité à intervenir sur site en France métropolitaine en moins de 2 heures. Les critères de sélection sont les suivants: - Qualité des références de marchés réalisés sur des sujets liés à la cybersécurité; - Qualité des références de missions réalisées dans des prestations de cybersécurité similaires sur les 3 dernières années; - Le candidat devra justifier, pour l'entreprise, d'une ou plusieurs des certifications suivantes : ISO 27001, PASSI, PDIS, CISSP, OSCP, CISM, CEH, IEC62443 ou toute autre certification reconnue en France dans le domaine de la cybersécurité - Le candidat devra fournir un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) - Justification d'une cellule interne de recherche, d'expertise ou d'innovation en cybersécurité

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0
Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: PRIX toute option incluse

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 40

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: TECHNIQUE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 50

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: RSE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 10

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 16/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tal-proċedura:

Data stmata ta' meta ntbagħtu l-istediniet għas-sottomissjoni tal-offerti: 15/10/2026

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-parteeipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Huma meħtieġa firma jew sigill elettroniku avanzat jew kwalifikat (kif definit fir-Regolament (UE) Nru 910/2014)

Varjanti: Mhux permessa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteeipazzjoni: 18/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettag fil-qafas ta' programmi ta' impjiegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Voir document contractuel

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: DISPONIBLE SUR LE SITE BRAVOSOLUTION

Fatturazzjoni elettronika: Permissa

Forma legali li għandha tittiehed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec

mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arrangament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, billi terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 10

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-parteeċipazzjoni: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

5.1. Lott: LOT-0007

Titlu: Lot B – Etudes et projets d'ingénierie

Deskrizzjoni: Lot B Etudes et projets d'ingénierie couvre les prestations d'études et d'ingénierie projet en cybersécurité, depuis l'analyse préalable jusqu'à l'intégration et le déploiement de solution de sécurité en production, en passant par la conception d'architectures et la réalisation de POC. Il s'agit de prestations structurées, souvent organisées en projets. Les travaux attendus auprès des Titulaires comprennent notamment, sans s'y limiter : - Etudes, analyses et conception : Réalisation d'études techniques en cybersécurité (analyses d'impacts, études de faisabilité, études comparatives de solutions, ...), Veille technologique et benchmark de solutions de sécurité (outils, services, architectures) applicables au SI de RTE, Participation à la définition ou à l'évolution des architectures de

sécurité (HLD, LLD, DA, DSBE, DEX, roadmap), Contribution à la définition des exigences de sécurité pour les projets SI (exigences techniques, contraintes techniques et d'exploitation, ...).

- Conduite et suivi de projets d'ingénierie sécurité : Pilotage de projets d'intégration ou d'évolution de, solutions ou d'infrastructures, de sécurité (planning, jalons, risques, reporting, coordination des acteurs), Animation de comités techniques ou de réunions de suivi de projet.
- Intégration, tests et mise en production : Intégration et déploiement de solutions ou d'infrastructures de sécurité au sein du SI de RTE (configuration, paramétrage, préparation des mises en production, accompagnement des équipes d'exploitation), Réalisation de tests, recettes et validations techniques des solutions ou infrastructures de sécurité (élaboration de plans de tests, exécution, analyse des résultats, recommandations), Conception et réalisation de maquettes, prototypes ou POC de solutions de sécurité en environnement de plateforme ou de test.
- Documentation et capitalisation : Rédaction de documentation projet (application ou infrastructure) : HLD, LLD, DA, DSBE, DEX, guides de configuration, ... Contribution à la capitalisation technique (retours d'expérience, bonnes pratiques, modèles de documents).

Types de profils et compétences requises Les profils attendus dans le cadre du Lot B sont notamment les suivants (ces profils peuvent évoluer durant la consultation) : - Chef de projet : junior, confirmé, sénior - Consultant cybersécurité : junior, confirmé, sénior - Ingénieur cybersécurité : junior, confirmé, sénior

Identifikatur intern: 24969-1 LOT B

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 72246000 Servizi ta' sistema ta' konsulenza

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Indirizz postali: 7C, place du Dôme

Belt: Paris La Défense CEDEX

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Data tal-bidu: 01/04/2027

Tul ta' żmien: 8 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 5

5.1.5. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 12 000 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt: Ma hemmx għalfejn tingħata

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères administratifs : - Le candidat doit fournir l'ensemble des documents administratifs définis dans l'avis de marché. - Les documents et attestations fournis doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. - Fourniture du DC1 et DC2 en cas de groupement ; - Fournir le KBIS ; - Fournir le RIB. Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions,

chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Capacité à communiquer en français, à l'oral comme à l'écrit, pour l'ensemble des prestations et livrables exigés ; - Capacité à intervenir sur site en France métropolitaine en moins de 2 heures. Les critères de sélection sont les suivants: - Qualité des références de marchés réalisés sur des sujets liés à la cybersécurité; - Qualité des références de missions réalisées dans des prestations de cybersécurité similaires sur les 3 dernières années; - Le candidat devra justifier, pour l'entreprise, d'une ou plusieurs des certifications suivantes : ISO 27001, PASSI, PDIS, CISSP, OSCP, CISM, CEH, IEC62443 ou toute autre certification reconnue en France dans le domaine de la cybersécurité - Le candidat devra fournir un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) - Justification d'une cellule interne de recherche, d'expertise ou d'innovation en cybersécurité

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: Prix toute option incluse

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 40

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: TECHNIQUE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 50

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: RSE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 10

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 16/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tal-proċedura:

Data stmata ta' meta ntbagħtu l-istediniet għas-sottomissjoni tal-offerti: 15/10/2026

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partecipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Varjanti: Mhux permessa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partecipazzjoni: 18/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjiegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Voir document contractuel

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: DISPONIBLE SUR LE SITE BRAVOSOLUTION

Fatturazzjoni elettronika: Permessa

Forma legali li għandha tittiehed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arrangament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, billi terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' partecipanti: 10

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-parteciġazzjoni: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

5.1. Lott: LOT-0008

Titlu: Lot C - GOUVERNANCE

Deskrizzjoni: Le Lot C couvre les prestations d'appui à la gouvernance de la cybersécurité, à la gestion des risques cyber et à la conformité réglementaire. Il s'agit d'activités transverses, orientées politiques, référentiels, stratégie, pilotage et accompagnement. Les travaux attendus auprès des Titulaires comprennent notamment, sans s'y limiter: - Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) et cadre de gouvernance : Contribution à la définition et à l'évolution du modèle de gouvernance de la cybersécurité au sein de RTE (rôles, responsabilités, processus, ...), Appui à la mise en œuvre et au maintien d'un SMSI conforme à la norme ISO 27001 (état des lieux, définition du périmètre, plan d'action, suivi, préparation d'audit de certification). - Appui au pilotage de la gouvernance cybersécurité : Organisation des différents comités : planification, élaboration des ordres du jour, prises de notes et rédaction des comptes-rendus, Mise en place et suivi d'indicateurs, de tableaux de bord et de reporting cybersécurité (risques, conformité, plans d'actions, incidents, ...), Appui de manière ponctuelle sur des sujets liés à l'actualité cyber de RTE : analyse, synthèse, veille, benchmark, - Politique et référentiels : Rédaction, mise à jour et maintien de la politique de sécurité du SI et du corpus documentaire associé (PSSI, politiques, directives et règles SSI, ...), Rédaction et maintien des référentiels documentaires de référence (standards, guides, modèles), Rédaction du bilan annuel de mise en œuvre de la PSSI, Rédaction et maintien d'offres de services sécurité, Instruction des demandes de dérogations aux exigences de sécurité du SI, en lien avec les demandeurs, les experts techniques opérationnels (Lot A) et les responsables des risques, Suivi de l'ensemble des dérogations aux exigences de sécurité du SI. - Conformité réglementaire : Accompagnement de RTE dans la mise en conformité avec la directive NIS2 et plus largement dans la prise en compte des évolutions réglementaires (LPM, RGPD, autres référentiels nationaux ou européens), Suivi des différents chantiers de mise en conformité, Elaboration et mise en œuvre d'indicateurs pertinents de suivi de la conformité, notamment NIS2 et LPM, Réalisation d'audits internes de conformité réglementaire et d'analyses d'écarts par rapport aux exigences (LPM, NIS2, RGPD, ...). - Gestion des risques : Maintenir la cartographie des risques cyber de RTE, Pilotage et/ou conduite d'analyses de risques sécurité (méthode EBIOS RM), Rationalisation et suivi global de l'ensemble des plans d'actions. - Contrôle interne sur l'application de la PSSI : Accompagnement de RTE dans le suivi du respect par les agents, prestataires et projets des exigences de sécurité (revues, contrôles, plans d'actions), Contribution à l'élaboration du plan de contrôle interne sur la cybersécurité, Production des éléments nécessaires à la réalisation du contrôle interne, Suivi de la réalisation du contrôle interne par l'ensemble des actes, Elaboration et mise en œuvre d'indicateurs pertinents de suivi du contrôle interne. - Accompagnement des instances européennes : Participation aux instances et groupes de travail européens liés à la cybersécurité (instances ENTSO-E), y compris en langue anglaise, Déclinaison et réalisation des actions liées aux instances ENTSO-E, Suivi des audits et des actions associées des plans de sécurité européen. - Insertion de la Sécurité dans les Projets : Formalisation des méthodologies de prise en compte de la cybersécurité dans les projets de RTE et intégration dans le référentiel de pilotage des projets, Rédaction des modèles de documents à destination des chefs de projet et intégration dans le référentiel de pilotage des projets, Animation des

chefs de projets sur l'intégration de la cybersécurité, Appui à la rédaction de CCTP et/ou à la lecture des Plans d'Assurance Sécurité pour des consultations portant sur des projets à enjeux cybersécurité. - Sensibilisation et accompagnement à la cybersécurité : Conception et réalisation d'actions de sensibilisation et de formation aux enjeux de cybersécurité à destination des salariés de RTE, Appui à la communication sur la sécurité (supports, messages, campagnes, événements internes), Appui aux animations Métier et Métier SI (filière SI et filière ASI). - Outils de GRC (Gouvernance, gestion des Risques et Conformité) : Etude des outils de GRC du marché, Mise en œuvre de POC (Proof of Concept), Aide au choix d'outils et à leur mise en œuvre au sein de RTE, Maintien en conditions opérationnelles des outils mis en œuvre. Types de profils et compétences requises Les profils attendus dans le cadre du Lot C sont notamment les suivants (ces profils peuvent évoluer durant la consultation) : - Consultant GRC : junior, confirmé, sénior - PMO : confirmé, sénior. Identifikatur intern: 24969-1 LOT C

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 72246000 Servizi ta' sistema ta' konsulenza

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Indirizz postali: 7C, place du Dôme

Belt: Paris La Défense CEDEX

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Data tal-bidu: 01/04/2027

Tul ta' żmien: 8 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 5

5.1.5. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 4 000 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt: Ma hemmx għalfejn tingħata

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment

complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats :

1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères administratifs : - Le candidat doit fournir l'ensemble des documents administratifs définis dans l'avis de marché. - Les documents et attestations fournis doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. - Fourniture du DC1 et DC2 en cas de groupement ; - Fournir le KBIS ; - Fournir le RIB.

Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant)

Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Capacité à communiquer en français, à l'oral comme à l'écrit,

pour l'ensemble des prestations et livrables exigés ; - Capacité à intervenir sur site en France métropolitaine en moins de 2 heures. Les critères de sélection sont les suivants: - Qualité des références de marchés réalisés sur des sujets liés à la cybersécurité; - Qualité des références de missions réalisées dans des prestations de cybersécurité similaires sur les 3 dernières années; - Le candidat devra justifier, pour l'entreprise, d'une ou plusieurs des certifications suivantes : ISO 27001, PASSI, PDIS, CISSP, OSCP, CISM, CEH, IEC62443 ou toute autre certification reconnue en France dans le domaine de la cybersécurité - Le candidat devra fournir un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) - Justification d'une cellule interne de recherche, d'expertise ou d'innovation en cybersécurité

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: Prix toute option incluse

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 40

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: TECHNIQUE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 50

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: RSE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 10

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 16/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tal-proċedura:

Data stmata ta' meta ntbagħtu l-istediniet għas-sottomissjoni tal-offerti: 15/10/2026

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Inderizz għas-sottomissjoni: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partekipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Varjanti: Mhux permessa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteċipazzjoni: 18/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Voir document contractuel

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: DISPONIBLE SUR LE SITE BRAVOSOLUTION

Fatturazzjoni elettronika: Permessa

Forma legali li għandha tittieħed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arrangament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, billi terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 5

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-parteċipazzjoni: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

5.1. Lott: LOT-0009

Titlu: Lot D – Plateformes d'intermédiation, indépendants et profils spécifiques

Deskrizzjoni: Travaux attendus et types de missions Le Lot D couvre le recours à des profils indépendants ou très spécialisés, généralement portés par des sociétés d'intermédiation ou de portage. Le Lot D couvre des besoins qui relèvent des mêmes domaines fonctionnels que ceux couverts par les lots A, B et C, mais nécessitent une expertise rare, très pointue ou difficilement disponible via les titulaires de ces autres lots. Il s'agit souvent de missions ponctuelles de forte expertise et sur une durée limitée. Les profils du Lot D peuvent intervenir, à titre d'exemple et sans s'y limiter, sur les types d'activités suivants : - Conception ou revue d'architectures de sécurité particulièrement sensibles ou complexes, notamment dans le domaine industriel, - Études et expérimentations sur des technologies encore émergentes ou de niche en cybersécurité (exemples : cryptographie post-quantique, techniques avancées de détection, approches innovantes de segmentation ou d'isolation, ...), - Expertise très pointue sur un protocole, une technologie ou un constructeur spécifique (exemples : chiffrement ou sécurisation du protocole industriel 104, expertise avancée sur Active Directory, Fortinet, Check Point, F5, ou autres technologies ciblées), - Réalisation de maquettes ou de POC nécessitant une forte spécialisation technique et une forte autonomie, - Accompagnement de haut niveau (conseil expert, revue, second avis) sur des sujets de cybersécurité complexes, en complément des travaux réalisés dans le cadre des lots A, B ou C. Cette liste est représentative mais non exhaustive, compte tenu de la diversité des cas de figure auxquels les équipes de sécurité de RTE peuvent être confrontées. Le recours au Lot D a vocation à rester ciblé sur des situations pour lesquelles les titulaires des lots A, B ou C ne disposent pas des profils adéquats ou ne peuvent pas mobiliser les compétences requises dans les délais nécessaires. Types de profils et compétences requises Les profils attendus dans le cadre du Lot D sont notamment les suivants (ces profils peuvent évoluer durant la consultation) : - Architecte réseaux et cybersécurité : senior, expert - Expert d'une solution, d'une technologie ou d'un domaine particulier (exemples : protocole industriel, solution de sécurité spécifique, cryptographie, ...) Description des prestations Les Titulaires attendus sur ce lot sont des plateformes d'intermédiation ou des entreprises de portage qui sont en mesure de proposer des profils indépendants. Les Titulaires de ce lot ne peuvent pas être des indépendants en direct. A ce titre, les Titulaires seront amenés à réaliser les activités suivantes : 1. Mettre à disposition de RTE un portail permettant la sélection et la recherche de freelances et assurer l'assistance des utilisateurs de RTE, 2. Sélectionner et proposer des indépendants, 3. Mettre en place et réaliser le suivi administratif des prestations, 4. Appliquer les mêmes conditions contractuelles entre le Titulaire et les indépendants qu'entre RTE et le Titulaire pour chaque prestation, 5. Suivre le volume des prestations effectuées par les indépendants, 6. Emettre les factures des prestations à RTE et réaliser les paiements aux indépendants, 7. Réaliser le reporting administratif des prestations et calculer les indicateurs du CCTG. Ainsi, deux (2) types de prestations sont attendues par RTE dans le cadre de ce lot D. Elles comprennent les activités décrites ci-dessus comme suit : - Prestation sans sourcing : 1, 3, 4, 5, 6 et 7. - Prestation avec sourcing : 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Engagements des Titulaires Dans le cadre de ce lot D, les Titulaires s'engagent à (ces exigences peuvent évoluer durant la consultation) : - Disposer et mettre à disposition de RTE une plateforme d'intermédiation en langue française. Apporter une réponse sous quatre (4) heures ouvrées aux demandes d'information et d'assistance des utilisateurs de RTE. - Disposer d'un système de sélection des consultants freelances avant leur inscription sur la plateforme. - Effectuer une qualification des consultants en réponse aux besoins de RTE décrits dans les CCTP. - Disposer d'un système de notation sur les prestations déjà réalisées par les indépendants. - Contractualiser auprès des consultants indépendants dans les mêmes termes que les conditions contractuelles entre RTE

et lui-même ainsi que conformément aux exigences du CCTP et du CCTG. - Répondre aux consultations dans un délai de quatorze (14) jours calendaires sauf mention différente dans les CCTP. - Communiquer les coordonnées d'un interlocuteur unique de langue française pour les recherches d'indépendants. - Communiquer les coordonnées d'un interlocuteur unique de langue française pour le suivi administratif des prestations et de la facturation. - Remplacer toutes ressources défaillantes sous cinq (5) jours ouvrés maximum. - Les responsables de la plateforme d'intermédiation doivent pouvoir se déplacer à la Défense sous 24 heures. - Les indépendants doivent être en mesure de s'exprimer en français natif et, dans le cas où le CCTP l'exige, en anglais courant.

Identifikatur intern: 24969-1 LOT D

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 72246000 Servizzi ta' sistema ta' konsulenza

Għażliet:

Deskrizzjoni tal-għażliet: option de durée de 5 fois 1 an

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Indirizz postali: 7C, place du Dôme

Belt: Paris La Défense CEDEX

Kodiċi postali: 92073

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Data tal-bidu: 01/04/2027

Tul ta' żmien: 8 Snin

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 5

5.1.5. Valur

Valur massimu tal-ftehim qafas: 3 000 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt: Ma hemmx għalfejn tingħata

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

Informazzjoni addizzjonali: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou

bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du décret n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Critères administratifs : - Le candidat doit fournir l'ensemble des documents administratifs définis dans l'avis de marché. - Les documents et attestations fournis doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Capacité économique et financière : Bilans ou extraits de bilan - fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ; Banque et assurances - Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. - Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. - Fourniture du DC1 et DC2 en cas de groupement ; - Fournir le KBIS ; - Fournir le RIB. Capacité technique et professionnelle Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, chiffre d'affaires global réalisé en France et dans le monde lors des 3 dernières années, références...). - Par ailleurs, le candidat indique dans ce même document autoportant les éléments suivants : o L'effectif total de la société, au global et en France o Le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années o La constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant) Aptitude technique et professionnelle : L'avis au JOUE prévoit les critères d'aptitudes suivants : - Capacité à communiquer en français, à l'oral comme à l'écrit, pour l'ensemble des prestations et livrables exigés ; - Capacité à intervenir sur site en France métropolitaine en moins de 2 heures. Les critères de sélection sont les suivants: - Qualité des références de marchés réalisés sur des sujets liés à la cybersécurité; - Qualité des références

de missions réalisées dans des prestations de cybersécurité similaires sur les 3 dernières années; - Le candidat devra justifier, pour l'entreprise, d'une ou plusieurs des certifications suivantes : ISO 27001, PASSI, PDIS, CISSP, OSCP, CISM, CEH, IEC62443 ou toute autre certification reconnue en France dans le domaine de la cybersécurité - Le candidat devra fournir un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) - Justification d'une cellule interne de recherche, d'expertise ou d'innovation en cybersécurité

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 0

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: Prix toute option incluse

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 40

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: TECHNIQUE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 50

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: RSE

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (punti, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 10

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 16/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <http://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tal-proċedura:

Data stmata ta' meta ntbagħtu l-istediniet għas-sottomissjoni tal-offerti: 15/10/2026

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <http://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partekipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Varjanti: Mhux permessa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partekipazzjoni: 18/09/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjiegji protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Voir document contractuel

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: DISPONIBLE SUR LE SITE BRAVOSOLUTION

Fatturazzjoni elettronika: Permessa

Forma legali li għandha tittieħed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arranġament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, billi terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 5

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partiċipazzjoni: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: Réseau de Transport d'Electricité (RTE)
Numru tar-reġistrazzjoni: 444 619 258 02482
Dipartiment: Direction des Achats
Indirizz postali: 7C place du Dôme
Belt: Paris La Défense CEDEX
Kodiċi postali: 92073
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Pajjiż: Franza
Punt ta' kuntatt: Juan-Carlos MONTENEGRO - Direction des Achats
Email: juan-carlos.montenegro@rte-france.com
Telefown: 0033628839471
Indirizz tal-internet: <https://www.rte-france.com>
Profil tax-xerrej: <https://rte-france.bravosolution.com>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej
Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist
Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist
Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partecipazzjoni
Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti

8.1. ORG-0002

Isem uffiċjali: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Numru tar-reġistrazzjoni: 17780111500151
Dipartiment: Instance chargée des procédures de recours
Indirizz postali: 179-191, avenue Joliot-Curie
Belt: Nanterre
Kodiċi postali: 92020
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Pajjiż: Franza
Punt ta' kuntatt: Instance chargée des procédures de recours
Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Telefown: 01 40 97 10 10
Indirizz tal-internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre
Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): <http://rte-france.bravosolution.com>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Organizzazzjoni tar-rieżami
Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami

8.1. ORG-0000

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union
Numru tar-reġistrazzjoni: PUBL
Belt: Luxembourg
Kodiċi postali: 2417
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)
Pajjiż: Il-Lussemburgu
Email: ted@publications.europa.eu
Telefown: +352 29291
Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 6f7722ca-d911-47f2-98ca-8f60e83c739e - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 17

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 07/08/2026 15:49:56 (UTC+00:00) Ħin tal-Ewropa tal-Punent, GMT

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 556244-2026

Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 153/2026

Data tal-pubblikazzjoni: 11/08/2026